

Emmanuel Macron évoque le nickel calédonien comme modèle pour l'or en Guyane

Le président de la République a cité le secteur minier calédonien et a invité les acteurs du projet minier guyanais à s'en inspirer. En Nouvelle-Calédonie, les industriels des trois grandes usines et mines du territoire collaborent avec les scientifiques de l'université et de l'institut agronomique.



© AFP Emmanuel Macron durant sa visite en Guyane le 27/10/2017

- Par Alain Jeannin
- **Publié le 27/10/2017 à 17:56, mis à jour le 27/10/2017 à 19:34**
-

Au cours d'une conférence de presse à Cayenne, le président a déclaré que les droits acquis pour l'exploration d'hydrocarbures du français Total sont préservés, en raison de ses engagements forts dans le département. Pour Emmanuel Macron, l'économie guyanaise doit se développer autour des filières du bois, des centrales biomasses, et de la filière minière de l'orpaillage légale, mais sous conditions. Le projet controversé de Montagne d'Or promet la création de milliers d'emplois dans la région de Saint-Laurent-du-Maroni, durement touchée par le chômage. Les opposants dénoncent les répercussions environnementales et les « *multinationales prédatrices* ». En Nouvelle-Calédonie, les provinces du Territoire détiennent des participations importantes dans des sociétés communes constituées avec les multinationales Glencore et Vale, pour l'exploitation des mines de nickel.

Projet industriel et minier de Montagne d'Or, ce qu'a dit Emmanuel Macron

« J'ai pu, il y a plusieurs mois venir sur le terrain et tout le monde connaît mon engagement pour les prémices du projet de la Montagne d'Or. Hier soir, le Secrétaire d'Etat a reçu plusieurs associations très sensibles sur ce sujet. Le Soutien du gouvernement (au projet Montagne d'Or ndlr) sera conditionné au respect des engagements, d'une part sur la charte des mines durables, et d'autre part dans la capacité qu'aura aussi le projet à répondre à l'ensemble des sujets qui seront soulevés dans le cadre du débat public. Le débat est mené par la Commission Nationale qui est une autorité indépendante, et il y aura à mettre en lumière les points de sensibilité en termes environnementaux, en terme d'acceptabilité démocratique, en terme de répercussions économiques, et il faudra que le projet pour qu'il reste acceptable et puisse avancer, réponde à l'ensemble de ces contraintes ».

« J'invite d'ailleurs les guyanais à s'intéresser à ce débat qui est un moment de transparence et de concertation, il a pour objectif d'informer le public, et aussi de faire avancer le projet en fonction des avis recueillis. Et les décisions ne seront prises qu'à l'issue de celui-ci. L'Etat propose aux acteurs de l'orpaillage légal un plan de filière sur le modèle du centre national de recherche technologique qui existe en Nouvelle-Calédonie sur le nickel, qui permettra de fédérer la recherche, de développer les activités en particulier créatrices d'emplois locaux et de valoriser les meilleurs pratiques , celles qui en particulier sont conformes à la charte Minerais français. Dans le même temps, on doit développer les activités économiques liées à la biodiversité et aux énergies renouvelables ».

Contexte économique et social

Emmanuel Macron est arrivé jeudi 16 octobre en Guyane. La situation économique et sociale est particulièrement difficile dans ce territoire grand comme le Portugal, qui a d'immenses retards en termes d'infrastructure, d'éducation, d'emploi, de santé. Quelques chiffres : le taux de pauvreté atteint 44%, il est de 14% dans l'Hexagone ; 30% des Guyanais adultes sont au RSA, le revenu de solidarité active, 25 % de la population active est au chômage, un jeune sur deux n'a pas d'emploi.